

Togo

Update on the context and situation of children

L'année 2020 coïncide avec la deuxième année de mise en œuvre du programme de coopération 2019-2023 marquée par la pandémie de COVID-19.

En février 2020, les élections présidentielles ont reconduit pour un quatrième mandat le Président sortant. Un résultat qu'une partie de l'opposition a contesté. En septembre, une femme est nommée à la tête du gouvernement togolais. Une première pour le pays et un signe d'engagement pour la promotion du genre, avec sept femmes nommées ministres contre six dans l'ancien gouvernement.

La feuille de route Gouvernementale Togo 2025 s'articule autour de 3 axes stratégiques complémentaires : (i) renforcer l'inclusion et l'harmonie sociales et consolider la paix, (ii) dynamiser la création d'emplois en s'appuyant sur les forces de l'économie et (iii) moderniser le pays et renforcer ses structures[1].

La population du Togo est estimée en 2020 (scénario moyen) à 7,7 millions d'habitants avec 48% d'enfants âgés de moins de 18 ans[2].

Au niveau économique, le Togo a maintenu sa bonne performance en 2019 avec une croissance estimée à 5,3%. Si la crise provoquée par la COVID-19 pourrait faire reculer la croissance à 1 % en 2020, celle-ci devrait reprendre dès 2021 avec 4%. Le déficit budgétaire est passé de 0,8% à 7% du PIB du fait de la COVID-19. L'endettement s'évaluerait à 57,8% en 2020[3].

L'offre et l'utilisation adéquate des services sociaux de base ayant été affectées, l'engagement du gouvernement combiné au plaidoyer conjoint OMS/UNICEF/GAVI a permis la prise de mesures appropriées pour la continuité des services de routine. Ainsi, 93% des districts ont atteint au moins 80% de couverture du DTC-HepB-Hib3 chez les enfants contre 91% en 2019.

Grâce à la campagne de promotion du respect des mesures barrières contre la COVID-19, dans 19 préfectures (20% de la population du pays), 468.362 personnes disposent de lave-mains sur les 156.121 attendus[4].

L'analyse du secteur éducatif de 2019 montre de réelles améliorations de la scolarisation à tous les niveaux. Le taux de scolarisation au préscolaire est passé de 37,3% en 2019 à 43,7% en 2020 et celui du primaire de 91% à 94%.

Les priorités du gouvernement reflétées dans le nouveau Plan Sectoriel Éducation visent une nette amélioration de la qualité des apprentissages sur la base des résultats PASEC-2019 montrant que seulement 2 élèves sur 10 maîtrisent la lecture en fin de primaire.

L'incidence de la pauvreté est estimée à 45,5%[5]. La pauvreté et les inégalités restent élevées, surtout en milieu rural (avec 58% de pauvres). La pauvreté multidimensionnelle de l'enfant est également élevée avec 50,8% des moins de 18 ans cumulant quatre privations ou plus en 2019[6]. L'indice du capital humain (2020) du Togo est de 0,43.

L'état d'urgence sanitaire a été décrété le 1er Avril 2020 par le gouvernement avec la mise en place de différentes mesures dont la fermeture des frontières et les limitations des déplacements à l'intérieur du pays afin de lutter efficacement contre la COVID-19. Le leadership gouvernemental dans la réponse

multisectorielle a été salué aux niveaux national et international[7].

Fin décembre 2020, le Togo recensait 3.683 cas confirmés dont 3.457 guéris, 68 décès dont trois enfants âgés de 0 à 4 ans et un enfant âgé entre 5 et 14 ans.

L'impact de la pandémie sur les dimensions de pauvreté et d'inégalité et la baisse du revenu risquent d'augmenter la proportion d'enfants qui ne reçoivent pas un apport suffisant d'énergie alimentaire[8]. La scolarisation des enfants risque également d'être affectée dans les zones rurales avec une augmentation possible des abandons scolaires et leurs corollaires (mariage d'enfant, trafic, exode, etc.). En outre, plus de 90% des femmes et des hommes trouvent normale la violence faite aux femmes en cette période de COVID-19[9]. La pandémie vient également affecter le niveau d'accès des populations, y compris les enfants, aux infrastructures et services d'eau potable, d'hygiène et d'assainissement, ce qui renforce la vulnérabilité des populations déjà très fragiles[10]. Le pourcentage d'enfants de 0-11 mois ayant reçu les trois doses de DTC-HepB-Hib3 est passé de 91% en 2019 à 89% en 2020.

Depuis le second semestre de 2019, le Togo est marqué par la résurgence de la poliomyélite dérivée de souche vaccinale de type 2.

65 cas confirmés et 2 décès dus au choléra ont été enregistrés dans la commune sanitaire du Golfe, particulièrement dans le quartier Katanga. Cette épidémie résulte principalement des conditions d'hygiène précaires existantes dans ce quartier de pêcheurs, qui se caractérise par un faible accès à l'eau potable et une gestion non satisfaisante des excréta.

La dégradation de la situation sécuritaire dans le Sahel central et la montée de l'extrémisme violent constituent une menace pour le Togo. La région des Savanes, qui fait frontière avec le Burkina-Faso, est particulièrement concernée et extrêmement vulnérable en raison notamment de la persistance de la pauvreté, de l'insuffisance des opportunités d'emploi pour les jeunes, du faible niveau d'accès aux services sociaux de base.

Malgré les défis rencontrés, la pandémie a constitué une opportunité stratégique pour accélérer l'atteinte des résultats clés pour les enfants à travers le développement et la mise en œuvre de plans sectoriels santé, hygiène-assainissement, éducation et action sociale, repositionnant l'enfant et la protection sociale au centre des priorités nationales.

[1] Feuille de route Gouvernementale Togo 2025

[2] Estimation INSEED (Perspectives démographiques du Togo 2011-2031)

[3] Perspectives Économiques du Togo 2020

[4] Tableaux de suivi mensuel et trimestriel de l'évolution des indicateurs ATPC (décembre 2020), Direction de l'Hygiène et de l'Assainissement de Base

[5] Étude de l'UEMOA suivant la méthodologie de l'Enquête harmonisée sur la condition de vie des ménages (EHCVM), réalisée en 2019

[6] Analyse de la Pauvreté Multidimensionnelle des Enfants (N-MODA), 2019

[7] Rapport COVID-19 du Lowy Institute - <https://www.lowyinstitute.org/>

[8] Analyse des impacts de la pandémie COVID-19 sur l'économie et les conditions socio-économiques des ménages et des groupes vulnérables au Togo

[9] Plan International, Rapport de l'analyse rapide genre (arg) dans le cadre de la lutte contre la

Major contributions and drivers of results

L'UNICEF a poursuivi sa contribution à l'atteinte des Objectifs du Développement Durable au Togo, tel que défini dans le Cadre de Coopération pour le Développement Durable des Nations Unies 2019-2023 et le Plan National de Développement 2018–2022.

Conformément aux résultats attendus du Programme de Coopération Togo-UNICEF 2019-2023 et suivant les Résultats clés pour les enfants prioritaires au niveau pays, une attention particulière a été portée à la vaccination, à la prévention de la malnutrition chronique, à la qualité de l'Éducation, à l'enregistrement des naissances et à la fin de la défécation à l'air libre.

En mars 2020, le gouvernement a élaboré un Plan national multisectoriel de réponse à la pandémie de COVID-19. La mise en œuvre de ce plan a bénéficié des appuis du système des Nations Unies et des autres partenaires.

Dès le mois d'avril 2020, l'UNICEF, avec l'accord du gouvernement, a reprogrammé et redéfini les priorités en tenant compte de la réponse à la COVID-19, faisant le lien entre urgence, développement et résilience. L'UNICEF, après la première phase, a construit la réponse sur les acquis du programme de développement avec l'intégration des activités de réponse en tenant compte des principaux engagements et des indicateurs de l'Action Humanitaire pour les Enfants.

La crise sanitaire liée à la COVID-19 a eu un impact sur les couvertures vaccinales qui ont baissé au premier semestre. L'UNICEF a contribué à la stratégie d'accélération vaccinale et aux Journées de Santé de l'Enfant qui ont permis de rattraper en grande partie le retard enregistré en début d'année. Le pourcentage d'enfants ayant reçu les trois doses de DTC-HepB-Hib3 est ainsi passé de 91% en 2019 à 89% en 2020[1].

Dans le cadre de la riposte à l'épidémie de poliomyélite, 867.168 enfants de 0 à 59 mois (105%) ont bénéficié de sept passages réussis de vaccination dans les quatre régions Plateaux, Centrale, Kara et Savanes, entre octobre 2019 et février 2020. Suite à la détection en 2020 de sept cas de poliovirus dérivé de souche vaccinale dans les régions de Maritime et Lomé Commune, deux passages de riposte ont été conduits dans 13 districts sanitaires dont seulement 3 ont atteint 100% de la cible au premier passage suite à la désinformation. La couverture administrative était de 81%. Les efforts ont été faits pour renforcer la mobilisation sociale lors du 2ème tour qui s'est déroulé en novembre 2020. Au deuxième passage, 100% de la cible a pu être atteinte grâce à la mobilisation des leaders administratifs, traditionnels et religieux. La couverture vaccinale administrative obtenue de 112% s'est améliorée avec le rattrapage des enfants pour une cible initiale de 95%. L'organisation en 2021 d'un Forum de haut niveau sur la vaccination permettra de mobiliser les partenaires pour soutenir l'immunisation.

Concernant la prévention de la malnutrition chronique, la couverture en vitamine A des enfants 6-59 mois a été portée à 92% en 2020 contre 85% l'année dernière[2]. Au total, 1.395.978 enfants sur 1.516.000 ont bénéficié de deux suppléments en vitamine A, grâce à l'organisation des Journées

de Santé de l'Enfant (JSE) dans toutes les régions. Une note d'orientation sur l'Alimentation du Nourrisson et du Jeune Enfant (ANJE) dans le contexte de la COVID-19 a été disséminée auprès des Points focaux nutrition des régions et districts.

Le pourcentage d'enfants ayant accès aux interventions à haut impact au niveau communautaire dans les régions Savanes et Kara est passé de 69% en 2019 à 79% en 2020. Au total, 47.653 enfants âgés de 0 à 9 ans et adolescents âgés de 10 à 19 ans sur une cible de 50.000 ont été testés pour le VIH. Le pourcentage de formations sanitaires offrant les services de prise en charge globale des Personnes Vivant avec le VIH, y compris les enfants et les femmes enceintes, est passé de 67% à 70% entre 2019 et 2020. Dans le domaine de l'Éducation, l'UNICEF a renforcé son rôle de chef de file des partenaires et accompagné le ministère dans la coordination pour s'assurer d'une harmonisation, d'une complémentarité des appuis et du passage à l'échelle pour une éducation de qualité. Le processus d'élaboration du nouveau Plan Sectoriel de l'Éducation, sous le leadership du gouvernement, a été inclusif et consultatif avec une réelle participation de tous les acteurs. La collaboration avec la Banque mondiale, Agent partenaire du Partenariat Mondial pour l'Éducation, a permis d'assurer une synergie d'actions entre tous les partenaires. Malgré la crise sanitaire, l'éducation progresse vers l'atteinte du Résultat clé relatif à la qualité de l'apprentissage. Afin d'apporter une réponse à la problématique du niveau d'apprentissage des élèves, 1.650 enseignants dont 167 femmes, soit 92% de la cible 2019-2020, ont vu leurs compétences renforcées avec le développement d'une formation de référence sur les techniques de pédagogies actives et compétences de vie courante retenues dans le nouveau Plan Sectoriel de l'Éducation. La production des données dans le cadre du renforcement du système d'information pour la planification (SIGE[3] et Edutrac) a favorisé l'engagement communautaire dans la gestion de l'école (*Data Must Speak*), le suivi de l'utilisation des ressources, le renforcement de l'encadrement de proximité, de la planification aux niveaux décentralisés ainsi que des projets d'école, responsabilisant le corps d'encadrement en vue du passage à l'échelle. En raison de la crise COVID-19, plus de 2 millions d'enfants ont été privés de scolarisation pendant plus de 6 mois. L'UNICEF a accompagné le développement du plan de réponse national COVID-19 pour l'éducation, instaurant un système de continuité éducative avec un enseignement à distance via différentes méthodes[4], sur financement du Partenariat Mondial pour l'Éducation. Cette approche va permettre d'accélérer et de mettre à l'échelle l'utilisation du numérique dans l'éducation au cours des cinq prochaines années. L'environnement de protection de l'enfant a été amélioré avec la validation technique des projets de révision du Code de l'enfant et de la stratégie nationale de justice, conformément aux recommandations du Comité des Droits de l'Enfant des Nations Unies. L'UNICEF a appuyé le gouvernement pour accélérer la mise en œuvre de la stratégie nationale d'accélération de l'enregistrement des naissances dont la feuille de route a été validée en août 2020. Les interventions de la feuille de route sont relatives au renforcement du système d'état civil par le recensement de tous les enfants < 5 ans ne disposant pas d'acte de naissance, le renforcement de l'interopérabilité multisectorielle et l'utilisation des technologies d'information. Durant la période de janvier à septembre, 61.778 enfants[5] ont été enregistrés à la naissance sur 67.322 naissances vivantes, soit 92%, dans les 124 formations sanitaires des 19 préfectures où l'interopérabilité existe entre les services de santé et d'état civil. La prise en charge holistique de 6.527 enfants vulnérables (2.666 filles) a été assurée par les différents services du système de protection. Parmi ces enfants, 347 (59 filles) en conflit avec la loi sur 400 prévus en 2020 ont bénéficié de l'aide et d'une représentation juridique. Les enfants en conflit avec la loi bénéficient désormais de cadres appropriés à Lomé et Kara avec la réhabilitation de la Brigade pour Mineurs de Cacavelli et de salles « Amies Des Enfants » dans huit postes de police dans quatre régions.

Dans le domaine de l'élimination de la défécation à l'air libre, le gouvernement, l'UNICEF et la société civile ont donné une impulsion au plan d'accélération national Togo-SANDAL avec : (i) l'accroissement du nombre de facilitateurs pour le renforcement du suivi percutant, (ii) l'offre d'alternatives de financement de la construction des latrines par les ménages à travers le partenariat

avec les institutions de microfinance et (iii) la promotion de l'initiative des Associations d'épargne et de crédit dans les communautés. La synergie avec les acteurs de terrain a été renforcée sous le leadership du ministère de la Santé, avec l'appui de l'UNICEF, aboutissant à une harmonisation des approches y compris le ciblage des villages FDAL.

Les progrès réalisés sont significatifs par rapport à 2019 (26.472 personnes). En effet, 234.691 personnes additionnelles (dont 119.692 femmes) vivent dans 228 nouveaux villages ayant mis fin à la Défécation à l'Air Libre (FDAL), dans les régions des Savanes, Kara et cinq districts de la région des Plateaux, soit 107% de la cible fixée pour 2020.

En milieu scolaire, 39 écoles pour une cible annuelle de 15 ont bénéficié de latrines écologiques séparées par sexe, équipées de dispositifs de lavage des mains, prenant en compte l'aménagement des cabines pour la gestion de l'hygiène menstruelle et des personnes handicapées (5.782 filles et 5.618 garçons). Les capacités des 337.902 élèves (dont 162.777 filles), soit 100 % de la cible, ont été renforcées dans 1.645 écoles sur la promotion des bonnes pratiques d'hygiène.

Dans les régions des Savanes, Kara et Plateaux, 1.751.385 personnes sur 1.682.000, soit 104% de la cible, pratiquent le traitement de l'eau à domicile. De plus, 21.000 personnes (10.710 femmes) ont accès à l'eau potable, réduisant la corvée d'eau pour les femmes.

L'UNICEF a appuyé l'élaboration et la mise en œuvre du plan de réponse à l'épidémie de choléra, à travers l'Agence Nationale de la Protection Civile qui assure la coordination et la gestion des intrants prépositionnés.

La déclaration de politique générale du Premier Ministre met la protection sociale au cœur de l'action gouvernementale. En 2020, un plaidoyer conjoint de haut niveau (Système des Nations Unies et Institutions Financières Internationales) a été mené en direction des ministères en charge de la protection sociale. L'UNICEF, en tant que chef de file de la protection sociale, a joué un rôle clé pour renforcer le leadership national et la complémentarité entre les partenaires et le gouvernement.

En matière de finances publiques, l'UNICEF a appuyé le basculement au budget-programme en 2021 des ministères sociaux, en mettant l'accent sur les rubriques touchant les populations vulnérables, y compris les enfants.

Dans le cadre de sa stratégie de renforcement des capacités de ses partenaires, l'UNICEF a appuyé une série de formations dans le domaine de la protection sociale (18 responsables centraux) et des finances publiques (52 députés, 26 OSC et 26 responsables du niveau central). Les dépenses sociales sont passées de 401,7 milliards de francs CFA en 2020 à 445,1 milliards soit une augmentation de 10,8% dans le budget de l'État 2021.

L'UNICEF a appuyé le cadre d'investissement en nutrition visant à améliorer les allocations budgétaires à ce secteur en mettant l'accent sur les financements innovants et l'apport du secteur privé.

L'UNICEF a accompagné le Gouvernement dans le développement des politiques et stratégies nationales intégrant la question d'égalité de genre et de non-discrimination. Pour promouvoir une éducation sans violence en milieu scolaire, familial et communautaire et favoriser la gestion participative, 7.901 adolescents (3.782 filles), les enseignants de 122 écoles et 1.750 parents (875 femmes) de 146 communautés ont bénéficié de renforcement de capacités en genre et lutte contre la violence.

Dans 60 communautés engagées des Savanes, les leaders traditionnels et religieux protègent les enfants mineurs contre le mariage. 40 cas de mariages des enfants sur 41 (dont 38 filles) ont été réglés

avec succès.

Le Togo a démarré, avec l'appui de l'UNICEF, la gestion de l'hygiène menstruelle dans 1.645 écoles en collaboration avec 12 ONG pour la promotion de l'utilisation des kits d'hygiène menstruelle à travers la distribution de 20.236 kits aux adolescentes et l'utilisation d'espace réservé à la Gestion de l'Hygiène Menstruelle dans les latrines.

UNICEF a appuyé activement le gouvernement dans la Communication de Risque et d'Engagement Communautaire dans tous les domaines avec un accent sur la COVID-19 et la poliomyélite. La sensibilisation de masse a touché 2.856.200 personnes alors que la communication interpersonnelle a réussi à atteindre 829.693 individus. 36 radios communautaires ont produit des émissions pour endiguer les effets néfastes de la pandémie tels que la baisse de la demande des services de vaccination, de nutrition et d'enregistrement des naissances ainsi que le désapprentissage causé par l'arrêt temporaire des classes.

La mobilisation des ressources aura été marquée par une forte prédominance des fonds alloués en faveur de la réponse à la COVID-19 pour l'ensemble des partenaires. Les efforts de plaidoyer avec les bailleurs de longue date (GSF, Japon) pour la réallocation des fonds disponibles vers les actions de lutte contre la COVID-19 ont permis de répondre aux besoins sans fragiliser les réponses de développement. Les secteurs de la nutrition, de la protection, du préscolaire et de la santé communautaire souffrent d'un sous-financement qui pourrait entraver l'atteinte des objectifs.

Les initiatives de protection sociale du gouvernement, comme le programme NOVISSI, ont permis de faire face à la COVID-19 et amené l'UNICEF à réadapter son plaidoyer auprès des ministères en charge des secteurs sociaux. Ce plaidoyer visait le maintien des engagements du pays pour la préservation des droits de chaque enfant, à travers la continuation de l'accès à l'éducation, à la santé et à la protection. L'UNICEF a également soutenu la mise en place de mesures de protection prenant en compte la situation particulière des enfants sans abris, la protection de la santé mentale et la garantie d'un environnement d'apprentissage sain pour les enfants scolarisés.

L'UNICEF a mobilisé cinq jeunes ambassadeurs nationaux, dont quatre nouveaux, et 89 jeunes et influenceurs pour relayer les messages sur les mesures barrières et la situation sanitaire à travers les réseaux sociaux afin de lutter contre la désinformation et soutenir leurs activités de mobilisation des jeunes.

La stratégie d'engagement du secteur économique (entreprises, Patronat, Chambre du Commerce, etc.) pour l'atteinte des ODD en faveur des enfants a été poursuivie avec la signature de deux accords de partenariat avec la compagnie VLISCO et la banque ORABANK. Ainsi, 850 enfants vivant en situation de rue et en contact avec la loi ont bénéficié de mesures de prévention contre la COVID-19, grâce à ORABANK, et 371.565 enfants de moins de 5 ans ont été couverts par les 2020 Agents de Santé Communautaire des régions de Kara et Savanes qui ont reçu des masques lavables VLISCO.

Dans le cadre de la prévention et mitigation des risques liées à la crise du Sahel, l'UNICEF a démarré un programme de renforcement des capacités des jeunes dans le domaine de l'entrepreneuriat en accompagnant 30 jeunes (11 filles) vulnérables de la préfecture de Kpendjal, limitrophe avec le Burkina Faso.

Pour renforcer les capacités des jeunes sur la citoyenneté, la consolidation de la paix et le leadership,

219 filles et 221 garçons ont été répartis en 40 Conseils Consultatifs Cantonaux des Enfants.

En matière de durabilité environnementale lié au changement climatique, l'UNICEF a favorisé l'installation de pompes hybrides (manuelles et solaires) pour 28 forages.

Tout le personnel de l'UNICEF et 208 partenaires (lors de la formation HACT[6]) ont une connaissance accrue sur l'atténuation des risques de VBG[7], y compris pour la PSEA. Des engagements ont été pris à la fin des sessions de formation. L'UNICEF dispose d'un plan d'action PSEA qui fait l'objet d'un suivi en Comité de Gestion de l'Equipe Pays.

[1] Rapport administratif PEV, Octobre 2020

[2] Données administratives des JSE 2020

[3] Système d'Information et de Gestion de l'Education (SIGE)

[4] Radios, télévision, support papier...

[5] Rapport annuel 2020, DRAS de Lomé commune, Maritime, Plateaux, Kara et Savanes/ Feuille de route UNICEF-MATDCL, 2020

[6] Approche Harmonisée des Transferts d'Espèces

[7] Violence Basée sur le Genre

UN Collaboration and Other Partnerships

La collaboration entre les agences du Système des Nations Unies (SNU) a été renforcée pour appuyer le gouvernement face à la COVID-19 et assurer la continuité des services de santé maternelle, néonatale, infanto-juvénile et d'hygiène publique. En partenariat avec GAVI, la Fondation Bill & Melinda Gates et le CDC, l'UNICEF et l'OMS ont appuyé le Programme Élargi de Vaccination. Le cinquième Recensement Général de la Population et de l'Habitat, soutenu par l'UNFPA et l'UNICEF, permettra de disposer de données fiables après 10 ans. Le PNUD, l'UNFPA et l'UNICEF interviennent pour la prévention de l'extrémisme violent sous le Fonds de Consolidation de la Paix (PBF). Dans l'esprit de la réforme des NU, l'UNICEF a géré les commandes d'équipements de protection COVID-19 pour les agents du SNU.

L'UNICEF a renforcé son rôle de chef de file des PTF[1] de l'Éducation aux côtés de la Banque Mondiale, des Agences du SNU, la GIZ, l'AFD et les OSC. L'initiative globale GIGA[2] est adoptée par tous les partenaires pour la continuité de l'apprentissage et l'accès à la digitalisation.

L'UNICEF participe activement au groupe de travail interagences/société civile mis en place par le PNUD en appui au gouvernement pour la coordination et les synergies d'action dans le domaine de l'état civil, incluant l'utilisation des TIC[3] dans la gestion des statistiques vitales.

Des discussions avec la Banque Mondiale sont en cours pour la complémentarité des interventions sur l'état civil dont l'EN et le registre social unique, dans la mise en œuvre du Projet sur l'identification nationale biométrique « e-ID-Togo ».

Le partenariat ONUSIDA/OMS/UNICEF a renforcé les interventions dans le domaine du VIH pédiatrique suite à la mobilisation des ressources à travers l'UBRAF[4].

Le Coordonnateur Résident a piloté plusieurs sessions de plaidoyer avec les ministères clés, le SNU, le FMI et la Banque Mondiale ainsi que le développement de propositions de financement.

Le partenariat avec le gouvernement, le PNUD, le Fonds Vert pour le Climat et le partenariat mondial de l'eau se poursuit pour le développement d'un projet sur le changement climatique.

L'UNICEF a resserré ses relations avec les donateurs et comités nationaux (1) pour le développement : KOICA, Fonds Français MUSKOKA, PME, Fonds SDG[5], PBF, GAVI, BMGF, USAID, Fonds Mondial pour l'Assainissement, Affaires Mondiales Canada (GAC), le Comité National Français ; (2) pour l'action humanitaire : le gouvernement du Japon, USAID. Le bureau a aussi bénéficié des fonds thématiques réguliers et humanitaires avec l'appui du Bureau Régional.

[1] Partenaires Techniques et Financiers

[2] GIGA est une initiative globale visant à connecter chaque école à l'internet

[3] Technologies de l'Information et de la Communication

[4] Le Cadre unifié du budget, des résultats et des responsabilités (UBRAF) vise à réaliser la vision à long terme de l'ONUSIDA : zéro nouvelle infection à VIH, zéro décès lié au sida et zéro discrimination, en catalysant et en mobilisant des ressources pour la riposte au SIDA, mais également à obtenir des résultats plus généraux en matière de santé, de développement et de droits de l'Homme.

[5] Sustainable Development Fund

Lessons Learned and Innovations

Leçons apprises

La pandémie de la COVID-19 a affecté la performance du pays en vaccination, avec une baisse des couvertures vaccinales cumulées inférieures à 90% pour tous les antigènes au niveau national en juin 2020, comparé aux couvertures de 2019 : DTC-HepB-Hib3 90% en 2019 contre 82% en 2020.

L'analyse des données a montré que les cibles non vaccinées sont celles couvertes par les stratégies avancées. Plusieurs facteurs justifient cette baisse : la persistance des rumeurs anti-vaccination relayées par les réseaux sociaux ; la mobilisation du personnel de santé pour la COVID-19 au détriment d'autres interventions et la baisse de fréquentation des services de santé par peur d'être infectées.

Le gouvernement et ses partenaires ont décidé de mettre en œuvre une initiative de relance de la vaccination chez les enfants et les femmes enceintes à l'échelle nationale. L'initiative s'est bâtie sur les atouts du pays dans le domaine du PEV et des Journées de Santé de l'Enfant : i) l'identification des villages à faible performance de vaccination suivi de l'élaboration d'un plan d'accélération ; ii) l'existence des COSAN[1] et des COGES[2] pour l'engagement communautaire ; iii) les ASC[3] responsables de l'organisation des activités et de la communication pour la vaccination.

Les résultats de couverture du DTC-HepB-Hib3 de 82% en juin sont passés à 89% en décembre 2020 grâce aux stratégies avancées, au monitoring renforcé et aux supervisions formatives au niveau district au cours du second semestre.

Cette approche sera poursuivie et renforcée en 2021 en offrant un paquet intégré de services essentiels incluant l'enregistrement des naissances. Le partenariat entre le ministère de la Santé, l'UNICEF, l'OMS, GAVI et l'Université de Lomé permettra de documenter les interventions, de procéder à une analyse holistique en vue de la consolidation et la pérennisation des acquis de cette stratégie nationale

dans un contexte complexe et imprévisible.

Le couvre-feu pendant la pandémie a mis en évidence l'invisibilité de la vulnérabilité des enfants vivant en situation de rue. Sous le leadership du ministère de l'Action Sociale, l'UNICEF a soutenu un diagnostic rapide à Lomé dans la nuit en mai 2020 pour évaluer la situation des enfants et populations sans domicile et en situation de rue. Ce diagnostic a été conduit avec Handicap International, l'ONG Halsia international et le FODDET[4].

Les informations collectées ont mis en lumière la précarité de cette population. Environ 2.080 personnes (905 femmes) ont été identifiées par les agents de collecte, dont 38% d'enfants (38% de filles), 17% de jeunes filles mères et 6% de nourrissons. Ces groupes y compris certaines familles n'avaient pas accès aux droits les plus élémentaires, tel que l'accès au logement et un environnement sécurisé pendant la nuit, à une alimentation saine et à l'information, notamment sur la pandémie en cours, aux services de santé, ainsi que le droit d'être protégé contre la violence et l'abus. La majorité des cas de violences déclarés (75%) concernaient les moins de 15 ans (84% de filles).

Les résultats ont permis de mobiliser les partenaires autour d'un plan d'action comprenant : i) le suivi à travers des rondes nocturnes à Lomé, ii) le soutien matériel et la prise en charge psychosociale ; iii) le référencement des cas de violences au CROPESDI[5] ou aux services de santé.

Au total, 1.489 enfants vulnérables (260 filles), y compris ceux vivant en situation de rue et d'autres victimes de violence dans les familles, ont bénéficié de l'appui en matériel, d'un soutien psychosocial et d'informations pour mieux se protéger de la pandémie. Cela a conduit à une réorientation des interventions des acteurs du Système de Protection de l'Enfant vers les groupes du milieu urbain et à la conduite des diagnostics dans les principales villes du pays en 2021.

INNOVATION

Le taux d'intérêt pour la construction de latrines est de 14% dans les institutions bancaires. La réalisation de latrines en milieu urbain nécessite l'utilisation des matériaux durables et donc plus de moyen financier qu'en milieu rural, ce dont ne disposent pas les ménages. Les Institutions de Microfinance (IMF) n'offraient pas de crédit à la construction de latrines.

Le plaidoyer de l'UNICEF afin d'alléger le fardeau financier des ménages les plus vulnérables a permis intégration de latrines dans le catalogue des IMF et l'adoption des mécanismes de financement favorisant l'accès des communautés aux crédits pour les produits d'hygiène et d'assainissement. Les communautés ont eu ainsi la possibilité de prendre des crédits à un taux d'intérêt plus faible (5-6%).

Pour cela, les groupes solidaires de 5 personnes ont manifesté leur intérêt auprès de l'ONG pour un crédit latrine. L'ONG et le comité communal d'assainissement approuvent la demande basée sur un devis de l'artisan maçon et donnent leur accord à la microfinance pour octroyer le crédit aux ménages. Ces derniers donnent leur aval pour que les fonds soient transmis à l'artisan maçon qui construit les latrines dans les ménages.

Grace à cette innovation, 180.000.000 FCFA ont été mobilisés au 31 décembre par les IMF pour l'octroi des crédits à 1.200 familles en milieu semi-urbain et urbain, ce qui a permis de lever la contrainte financière. Un autre point fort est le recouvrement des crédits à 100% avec plus d'opportunités de crédit offertes à un plus grand nombre de familles. Cette initiative s'ajoute aux efforts du gouvernement et de l'UNICEF pour la promotion des bonnes pratiques d'hygiène et la Fin de la Défécation à l'Air Libre.

Les leçons apprises de la seconde année de mise en œuvre du programme pays réconfortent la pertinence des stratégies retenues par UNICEF dans les théories de changement. Construisant sur la dynamique positive créée au niveau du gouvernement et des partenaires autour des innovations, UNICEF déploiera les efforts nécessaires pour leur mise à l'échelle à partir de 2021 en vue de l'accélération des résultats.

[1] Comités de Santé

[2] Comités de Gestion de la Santé

[3] Agents de Santé Communautaire

[4] Forum des Organisations de Défense des Droits de l'Enfant au Togo

[5] Centre de Référence d'Orientation et de Prise en charge des Enfants en Situation Difficile